



## **PRÉFÈTE DE SEINE-ET-MARNE**

Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement et de l'énergie

Unité territoriale de Seine-et-Marne

**Arrêté préfectoral n°2014/DRIEE/UT77/136  
de mise en demeure à l'encontre de la société ARMABESSAIRE  
pour l'exploitation de son établissement situé 9-12 rue Jean Cocteau  
à PONTAULT-COMBAULT (77340)**

**La Préfète de Seine-et-Marne  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu la partie législative du Code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L.171-7, L.171-8 et L.511-1 et L.511-2 ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n°13/PCAD/84 en date du 27 août 2013 de Madame la Préfète de Seine et Marne donnant délégation de signature à M. Alain VALLET, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France ;**

**Vu l'arrêté 2013 DRIEE IdF 85 du 9 octobre 2013 portant subdélégation de signature ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n°10 DCSE IC 241 autorisant la société ARMABESSAIRE à exploiter une installation de stockage et de récupération de ferrailles, de broyage et de concassage de produits minéraux, de fonderie de métaux et alliages et de transit de déchets industriels au 9-12 rue Jean Cocteau à Pontault-Combault (77340),**

**Vu le rapport du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France du 24 juillet 2014 consécutif à l'inspection effectuée le 20 juillet 2014 dans l'établissement ;**

**Vu la lettre du 24 juillet 2014 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection suite à la visite du 20 juillet 2014 de l'établissement ;**

**Vu l'absence d'observations de l'exploitant suite à la lettre du 24 juillet 2014 ;**

**Considérant que le plan des réseaux d'assainissement n'était pas disponible ni le jour de l'incendie, ni le lendemain le jour de l'inspection et n'a pu être présenté aux pompiers ou à l'inspection des installations classées,**

**Considérant que la consigne définissant les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement des réseaux n'était pas établie, affichée et mise à disposition des pompiers.**

**Considérant que le jour de l'inspection et pour l'incendie, les deux bassins de rétention de 180 m³ et 200 m³ situés au 12 rue Jean Cocteau étaient remplis d'eau et que la réserve de 200 m³ était envahie de végétaux,**

**Considérant que la vanne d'obturation du réseau d'eaux pluviales, positionnée après le séparateur d'hydrocarbures n°2 en limite sud-ouest du site, à proximité de la zone boisée et de la RN4, n'est pas signalée et est difficilement accessible,**

**Considérant que les voies de circulation ne sont pas correctement délimitées et dégagées,**

Considérant que le site du 9 rue Jean Cocteau ne dispose pas de réserve d'eau incendie de 120 m³ demandée dans l'arrêté préfectoral et conforme à la circulaire interministérielle du 10 décembre 1951,

Considérant que ces constats constituent des manquements aux conditions d'exploitations imposées par les arrêtés susvisés ;

Considérant que les installations peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement notamment pour ce qui concerne la sécurité publique et la protection des eaux superficielles ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

En application de l'article L 171-8 I du Code de l'Environnement, la société Arnabessaire, dont le siège social est situé 12 rue Jean Cocteau à PONTAULT-COMBAULT (77340), est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral n°10 DCSE IC 241 du 23 novembre 2010 pour son site au 9-12 rue Jean Cocteau à PONTAULT-COMBAULT (77340) :

#### **- Sous un délai de 15 jours :**

- Article 4.2.2 - Plan des réseaux :

« Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés, les réseaux associés et le sens d'écoulement des effluents,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). »

- Article 7.5.8 - Protection des milieux récepteurs :

« Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux d'extinction d'un incendie, afin que celles-ci soient traitées et afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces réseaux.

Les eaux d'extinction seront maintenues sur chaque site, dans des rétentions prévues à cet effet et équipées de vannes de barrage. Avant saturation du volume de confinement, l'exploitant aura recourt à des sociétés spécialisées chargées de pomper les effluents.

La vidange des eaux d'extinction d'incendie suivra les principes imposés par les articles 4.3.8 et 4.3.9 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

La rétention des eaux d'extinction doit permettre aux sapeurs-pompiers d'accéder « à pieds secs » en maintenant les voies de circulation hors rétention.

Sur les deux sites, le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des parkings, sols, aires de stockage, etc., est traité par passage dans des bacs débourbeurs/déshuileurs équipés d'une vanne de barrage.

Pour le 12 Rue Jean Cocteau, un bassin de régulation de 180 m<sup>3</sup> relié à un déversoir d'orage de 200 m<sup>3</sup> permet de retenir les eaux pluviales avant leur passage dans le débourbeur/déshuileur et leur rejet dans le fossé. Le volume d'eaux incendie devant être retenu est de 300 m<sup>3</sup>.

Pour le 9 Rue Jean Cocteau, les eaux d'extinction d'un incendie seront confinées sur le site puis, si nécessaire, pompées et stockées dans le bassin d'orage et le déversoir d'orage du 12 Rue Jean Cocteau. Le volume d'eaux incendie devant être retenu est de 120 m<sup>3</sup>.

Les rétentions (bassin, bacs débourbeurs/déshuileurs) sont maintenues en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. »

- Article 7.5.5 - Consignes de sécurité :

« Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- ...
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ;
- ... »

- Sous un délai d'un mois :

- Article 7.2.1 - Accès et circulation dans l'établissement :

« Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. »

- Sous un délai de 3 mois :

- Article 7.5.3 – Ressources en eau :

« L'exploitant dispose a minima, pour la défense intérieure contre l'incendie de l'établissement :

- ...
- pour le 12 rue Jean Cocteau, d'une réserve d'eau aérienne de 300 m<sup>3</sup> reliée à un poteau d'aspiration de diamètre 100 mm normalisé ;
- pour le 9 rue Jean Cocteau, d'une réserve d'eau aérienne complémentaire conforme à la circulaire interministérielle du 10 décembre 1951, à savoir :

- ✓ avoir une capacité minimale réellement utilisable de 120 m<sup>3</sup> en toutes circonstances,
- ✓ être accessible en tout temps par les engins des sapeurs-pompiers,
- ✓ présenter une hauteur géométrique d'aspiration qui dans les conditions les plus défavorables soit inférieure à 6 mètres,
- ✓ disposer d'une plate-forme d'aspiration conforme de 32 m<sup>2</sup> (8m x 4m).

• ...

La défense extérieure contre l'incendie de l'établissement, évaluée à 120 m<sup>3</sup>/h en simultané pendant 2 heures, est fournie de la manière suivante :

- 60 m<sup>3</sup>/h fourni par une réserve de 120 m<sup>3</sup> munie d'une plate-forme d'aspiration conforme sise au 9 rue Jean Cocteau,
- 60 m<sup>3</sup>/h fourni par une réserve de 300 m<sup>3</sup> alimentant un poteau d'aspiration sise au 12 rue Jean Cocteau.

Au 9 rue Jean Cocteau, les moyens complémentaires de lutte contre l'incendie (réserve d'eau incendie de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une plate-forme d'aspiration normalisée) devront être mis en place dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, et devront être réceptionnés, dès leur mise en eau, en présence d'un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours, qui peut être le Chef du Centre d'Incendie et de Secours de PONTAULT-COMBAULT.

L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente des dispositifs internes de lutte contre l'incendie. »

## **ARTICLE 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

## **ARTICLE 3 - Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 4 - Informations des tiers (article R. 512-39 du Code de l'environnement)**

Une copie de l'arrêté de mise en demeure est déposé en mairie et peut y être consulté.

Une copie de cet arrêté est affichée en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté sera également publié sur le site internet de la préfecture, à la rubrique « Environnement et santé ».

Une copie du présent arrêté est affichée en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

## **ARTICLE 5- Délais et voies de recours (article L. 514-6 du Code de l'environnement)**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif uniquement (Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 – MELUN) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation

n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la décision, le délai continue de courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont pas acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classées que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du Code de l'urbanisme.

#### **ARTICLE 6**

- Le Secrétaire général de la Préfecture,
- Le Maire de PONTAULT-COMBAULT,
- Le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France à Paris,
- Le Chef de l'unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société ARMABESSAIRE, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 14 août 2014

La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation,  
Pour le Directeur empêché,  
Le Chef de l'Unité Territoriale,

  
Guillaume BAILLY

#### **DESTINATAIRES :**

- L'exploitant,
- Le Maire de PONTAULT-COMBAULT,
- La Préfète de Seine et Marne (SIDPC),
- La Préfète de Seine et Marne (DCSE),
- Le Directeur Départemental de la Protection des Populations,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- M. Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Énergie et de l'Environnement d'Île-de-France à Paris,
- M. le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Énergie et de l'Environnement d'Île-de-France à Savigny-le-Temple.

